



- 
- **J'ai mal vécu les dernières élections**
 - **Die Kunst des politischen Spagats**
 - **Première valaisanne**
 - **Le Grand Conseil a un nouveau perchoir**
 - **Parlament und Staatsrat vereidigt**
 - **Parlaments-Splitter**
 - **ZIG ZAG parlementaire**

«J'ai mal vécu les dernières élections»

GRAND CONSEIL ► Paul-André Roux termine cette semaine sa fonction de Grand Baillif. Il revient sur son année présidentielle et sur les élections.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-YVES GABBUD

Lundi prochain, le nouveau Grand Conseil vivra sa session constitutive et élira un nouveau président. Le Grand Baillif sortant, Paul-André Roux, tire sa révérence et fait le point sur quelques grands événements qui ont marqué sa période.

Vous terminez cette semaine votre mandat de président du Grand Conseil. Quel sentiment vous a procuré cette année présidentielle?

J'ai eu un plaisir fou, grâce aux contacts que j'ai eus avec des représentants de tous les milieux, des personnes qui m'ont expliqué leurs soucis, leurs buts. On dit souvent que nous vivons dans un monde fait d'individualisme, mais quand on voit le nombre de manifestations qui sont organisées à travers le canton par des bénévoles, je me dis que peut-être le Valais est une exception, mais que les gens que j'ai rencontrés ne sont de loin pas individualistes et égoïstes.

Au début de votre présidence, vous avez dit vouloir tisser des liens avec la jeunesse. Qu'est-il ressorti de cette expérience?

Les jeunes ont joué le jeu et se sont montrés intéressés par ce contact avec le monde politique. Il ressort des contacts avec eux, notamment par les lettres, que la jeunesse éprouve deux gros soucis. Le premier est lié à l'insécurité. Sur cette question, nos interlocuteurs se divisent en deux camps. Il y a ceux qui estiment qu'il y a trop de surveillance et qui dénoncent l'implantation de caméras partout, et ceux qui ne se sentent pas en sécurité et demandent plus de moyens pour être protégés. Le deuxième souci exprimé concerne les transports publics. Les jeunes dénoncent les coûts trop élevés et l'inconfort... Si on veut les inciter à prendre les transports en commun, il y a un sérieux effort à entreprendre.

Pendant la période où la loi sur le tourisme était en débat, vous avez lancé un pavé dans la mare en proposant un référendum obligatoire. Le regrettez-vous?

J'ai fait cette proposition lors de l'assemblée générale de Valais Tourisme. Honnêtement, je ne pensais pas qu'elle provoquerait autant de remous, mais je ne regrette pas d'avoir avancé cette idée. Mon but n'était pas de combattre la loi, mais de donner la possibilité d'aller l'expliquer. Je pense que les partisans de la loi auraient dû me suivre. Maintenant, avec le lancement du référendum, on n'entend que les opposants, que des arguments opposés au nouveau texte. Pour faire changer le point de vue négatif qu'ont les citoyens, ce ne sera pas évident. Ce sera un combat. Il faudra sortir les ordonnances d'application, faire des simulations, faire des promesses.

Vous pensez que les citoyens ont un point de vue opposé à la loi?

CV EXPRESS

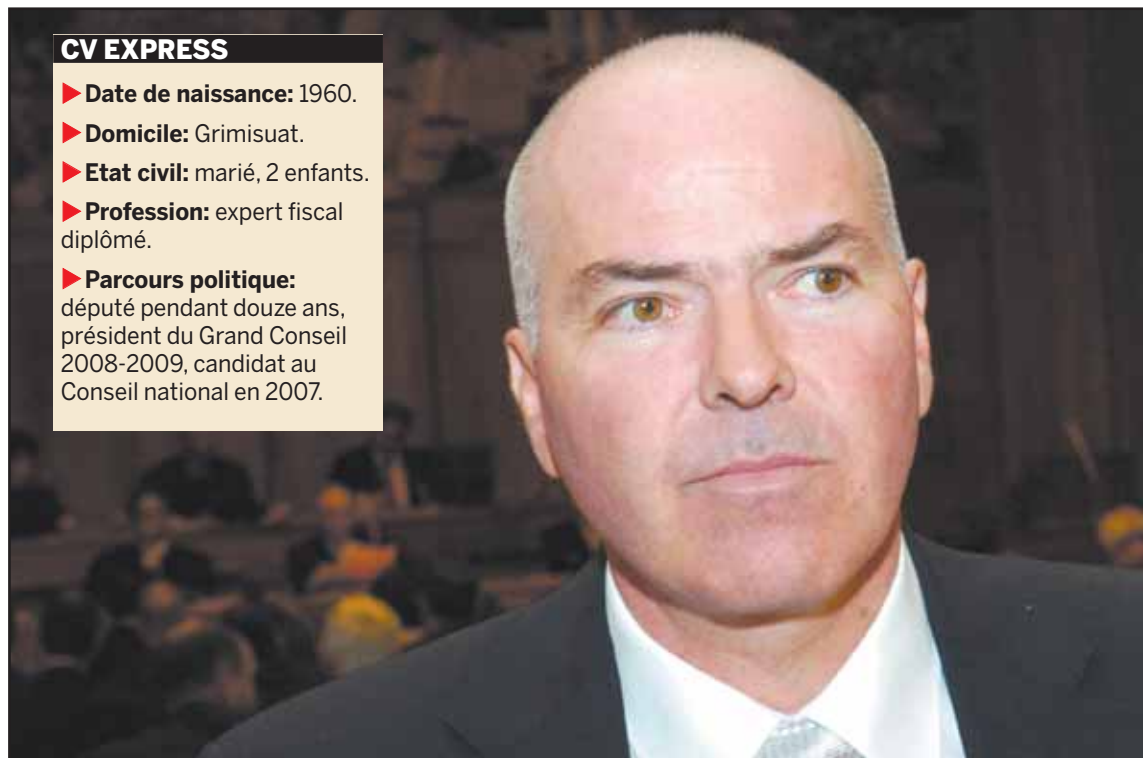
► **Date de naissance:** 1960.

► **Domicile:** Grimisuat.

► **Etat civil:** marié, 2 enfants.

► **Profession:** expert fiscal diplômé.

► **Parcours politique:** député pendant douze ans, président du Grand Conseil 2008-2009, candidat au Conseil national en 2007.



«La politique m'intéresse. Il y a de fortes chances pour que je sois candidat au Conseil national dans deux ans et demi.» HOFMANN/A

Aujourd'hui, la tendance est de 70-30% contre la loi.

La loi n'est pas parfaite, selon vous?

Cette loi comporte une cinquantaine d'articles. Nous avons enregistré 143 propositions de modifications. Nous avons presque établi un record d'Europe! Entre les deux lectures, nous avons eu une quinzaine d'heures de discussion et nous n'avons certainement pas abouti au projet qui rassemble une majorité de personnes.

C'est grave?

Je me dis que quelle que soit la loi, s'il n'y a pas de neige en hiver, c'est difficile. Et qu'à contrario, même avec l'ancienne loi en vigueur, comme c'est le cas aujourd'hui, il est possible de réaliser deux saisons records consécutives si les conditions d'enneigement et météorologiques sont favorables.

Vos collègues se rappelleront surtout de vos interventions dans le domaine fiscal.

Durant mes mandats parlementaires, nous avons connu six révisions de la loi fiscale. Les six fois, j'ai soit présidé la commission chargée de la modification soit j'en ai été membre et j'ai le plus souvent été à l'origine des propositions.

J'ai aussi présidé la commission qui a forcé le Conseil d'Etat d'accepter le double frein aux dépenses et à l'endettement, une proposition

approuvée par 68% des Valaisans et qui nous permet aujourd'hui d'avoir des finances saines.

Si vous en aviez encore la possibilité, que changeriez-vous encore au niveau de la fiscalité cantonale?

Je proposerais de diminuer le taux de l'impôt sur la fortune des personnes physiques et le taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés. Ces deux impôts rapportent peu à l'Etat. Par contre, si le Valais pouvait devenir leader dans ces domaines, on attirerait dans le canton de nouvelles entreprises et des gens fortunés.

Ma proposition ne vise pas à favoriser les riches, mais à attirer de nouveaux contribuables intéressants grâce à qui il serait possible de diminuer la pression fiscale qui pèse sur tout le monde. Les Français n'ont pas compris ce principe et provoquent donc l'exode des gens fortunés. Nous avons l'opportunité d'attirer chez nous des personnes qui possèdent déjà un chalet ou une résidence...

Souhaitez-vous donner une suite à votre carrière politique?

La politique m'intéresse. Il y a de fortes chances pour que je sois candidat au Conseil national dans deux ans et demi, si les circonstances actuelles sont toujours les mêmes à ce moment-là. Pour moi, un tel engagement n'est pas un but en soi, je ne suis pas un carriériste de la politique, mais si l'opportunité se présente, je saisirai ma chance.

L'AVENIR DU PDC

Comment avez-vous vécu les dernières élections cantonales?

Je les ai très mal vécues. Le PDC sort affaibli de ces élections. Nous nous trouvons face à un échec. Si on ne se remet pas en question de manière fondamentale, dans quatre ans, nous sommes morts en tant que parti majoritaire.

A votre avis, quel est le problème actuel du PDC?

J'ai de plus en plus horreur du régionalisme qui se traduit par des tournus entre les districts et les régions. Le PDC doit arrêter avec ce type de fonctionnement et chercher à mettre en place la bonne personne au bon moment. A mon avis, au sein du PDC, lorsqu'un jeune sort la tête de l'eau, on a envie de la lui couper, contrairement à ce qui se passe dans d'autres partis. Il faut changer d'attitude et mettre en avant ces jeunes qui constituent l'avenir du parti et du canton.

Vous dites que sans changement, le PDC pourrait perdre sa majorité absolue. Est-ce que ce serait une catastrophe?

Ce serait un petit tsunami. Mais je constate que plus de 80% des décisions sont prises par le centre droit, le PDC et le PLR. Comme Léonard Bender, je suis favorable à un rapprochement entre nos deux partis. Si on devait perdre la majorité absolue, au moins, on ne perdrait pas la majorité des idées et c'est là l'essentiel.

ANECDOTES

Les deux frères présidents

Alors que Paul-André Roux était président du Grand Conseil, son frère Eric était président de la commune de Grimisuat et de la Fédération des communes valaisannes.

Cette double présidence familiale a permis au Grand Baillif de recevoir dans son village de nombreuses personnalités. Elle a aussi provoqué quelques échanges musclés entre les deux frères, comme l'explique Paul-André Roux: «Nous avons eu quelques grosses engueulades avec Eric. Je me souviens plus particulièrement du jour où le Grand Conseil devait se prononcer sur l'opportunité de payer plus rapidement les subventions promises aux communes. Je m'étais prononcé contre, comme la majorité du Parlement. J'ai alors reçu un message de mon frère qui me disait: «J'ai toujours pensé que la plupart des députés ne comprenaient rien à la politique.»

Mésamour à gauche

Au Grand Conseil, Paul-André Roux n'a jamais été le favori de la gauche: «Sur les quelques dizaines d'interventions que j'ai faites en douze ans d'activités parlementaires, je n'ai jamais obtenu le soutien de la gauche, même lorsque j'ai proposé de défiscaliser le surcoût occasionné par une construction répondant aux normes Minergie. Même cette proposition a été combattue par les socialistes et les Verts!»

Die Kunst des politischen Spagats

Beat Abgottspon war zwölf Jahre im Grossen Rat und acht Jahre davon Fraktionschef der CVP Oberwallis

Sitten. – «Es gibt Zeiten, die schwieriger sind. Sei es in der Politik, im Beruf oder im Privatleben. Aber ich versuche mich meist in einem Gleichgewicht zu befinden. Ich neige nicht dazu, himmelhoch jauchzend zu sein und dann wieder zu Tode betrübt», sagt der langjährige Fraktionschef der CVP Oberwallis, Beat Abgottspon.

«Mit dieser Philosophie bin ich immer gut gefahren», doppelt er nach, wenn man ihn auf seine Ruhe und seine Unaufgeregtheit anspricht. Nun, nach zwölf Jahren als Gemeindepräsident und ebenso vielen Jahren im Grossen Rat kehrt er der Politik den Rücken. Endgültig. Während seiner Zeit als Fraktionschef der CVPO hat er ein kleines Kunststück fertiggebracht: Er führte die Fraktion so, dass sie zwar nicht selten als Opposition wahrgenommen wurde, gleichzeitig aber im Grunde der Dinge Regierungspartei blieb, auch ohne «eigenen» Staatsrat.

Zwischen Opposition und Regierung

Dieser Kurs zwischen konstruktiver Kritik und Prinzipienentreue, zwischen Abgrenzung und Anpassung zahlte sich aus: Vor vier Jahren, nach dem Rücktritt von Staatsrat Wilhelm Schnyder, schlug erneut die Stunde der «Schwarzen». Mit einigen wenigen sachpolitischen Akzentverschiebungen, mit einer kaum merklichen Veränderung im Tonfall schlüpfte die Fraktion wieder in die Rolle der Regierungspartei – so selbstverständlich und mühelos, wie man sich einen gut getragenen Handschuh überstreift. Die CVP Mittelwallis und die CVP Unterwallis dankten es mit Loyalität. «Ich schaute immer darauf, dass wir unsere Positionen mit den anderen Flügeln abstimmten, auch wenn wir dem damaligen Finanzchef Wilhelm Schnyder sachpolitisch manchmal an den Karren fuhren», zieht Beat Abgottspon Bilanz.

Offen bleiben für Kompromisse

«Die vier Jahre, in denen ich gleichzeitig Gemeindepräsident war und Grossrat und dort in der Finanzkommission sass als Berichterstatter – zusammen mit der jetzigen SP-Staatsrätin Esther Waeber-Kalbermatten – das war schon happig. Dazu kam natürlich noch der Beruf. Aber ich konnte auf sehr viel Verständnis bei meinen Vorgesetzten zählen, die es mir überliessen, wie ich mich organisiere.» Beat Abgottspon war schon fast die personifizierte politische Vernunft: Er verschloss sich dem Kompromiss auch mit anderen Parteien nicht, wenn es denn der Sache diene.

«Mit 45 Prozent kann man nicht vier Staatsratssitze beanspruchen»

Voraussetzung dazu: Er musste eine Vorlage oder einen Positionsbezug als richtig oder zumindest als mehrheitlich richtig erkannt haben. Der Fraktionschef der CVPO gehörte auch zum pragmatischen Flügel innerhalb der Walliser CVP, der nicht mehr von jenen alten Zeiten träumt, in denen die CVP noch vier Regierungssitze beanspruchte. «Mit knapp 45 Prozent kann man nicht vier Sitze im Staatsrat in Beschlag nehmen.»



Unaufgereggt, sachlich und wenn nötig kompromissbereit: Der abtretende CVPO-Fraktionschef Beat Abgottspon. Foto wb

«Es kommen härtere Zeiten auf den Kanton zu»

Beat Abgottspon sieht härtere Zeiten auf den Kanton zukommen – auch und gerade in der Finanzpolitik. Da werde es mehr Flexibilität brauchen, auch in der Anwendung der doppelten Ausgaben- und Schuldenbremse. «Dieses Instrument erlaubt es ja gerade, dass man je nach Wirtschaftsentwicklung finanzpolitisch beweglich bleibt. Die CVPO stand ja an der Wiege der doppelten Ausgaben- und Schuldenbremse. Wir finden das Instrument – vernünftig angewandt – durchaus als krisentauglich.»

Das ist der Abschied von der Politik

Für Beat Abgottspon wird es entscheidend sein, dass die bestehenden Unternehmen auf gute Rahmenbedingungen zählen können. Das sei viel wichtiger als jegliche Wirtschaftsförderung, die darauf angelegt sei, neue Unternehmen herzubringen. Bedeutet nun der Rückzug aus dem Grossen Rat auch den Abschied von der Politik?

«Ich sehe mich nicht als graue Eminenz im Hintergrund»

«Ja – das ist es wohl. Ich werde nie apolitisch sein, sicher noch an die Urversammlung gehen.

Kommende Herausforderungen

Ith) Welche Herausforderungen sieht Beat Abgottspon für die nächsten Jahre im Walliser Grossen Rat? Er erwähnt einmal die Wirtschaftslage. Der Kanton muss nach Möglichkeit versuchen, Gegensteuer zu geben. Dann kommt die neue Aufgabenteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden, dazu der interkommunale Finanzausgleich. Aber auch in der Bildungspolitik gebe es noch viele wichtige Baustellen wie die Gesetzgebung für verschiedene

Aber aus den Gremien ziehe ich mich jetzt zurück. Ich sehe mich nicht als «graue Eminenz» im Hintergrund. Wenn ich in der Politik geblieben wäre, dann hätte ich noch vier Jahre im Grossen Rat angehängt. Die Arbeit im Parlament hat mir gefallen.» Am Anfang sei ihm zwar der Wechsel von der kommunalen Exekutive, dem Gemeinderat, in die kantonale Legislative, den Grossen Rat, nicht leichtgefallen. «Da ist man nur einer von 130. Und Einfluss hat man nur dann, wenn man sich auch profiliert über die eigene Fraktion hinaus.» Das A und das O guter Parlamentsarbeit sei eine so lide und gezielte Vorbereitung.

Sternstunde und Enttäuschung

Seine Sternstunde als Fraktionschef war die Wahl von Marcel Mangisch zum Präsidenten des Walliser Grossen Rates. Am meisten wehgetan hat ihm auf der anderen Seite der Entscheid, dass die Kliniken von Leukerbad nicht durch das Gesundheitsnetz Wallis und damit durch den Kanton übernommen wurden. Die kleinen Auseinandersetzungen innerhalb der Fraktion etwa in der Spitalpolitik erwiesen sich aber als vorübergehende Eintrübungen.

«Thomas Burgener hat das geschickt gemacht»

Schulstufen. «Da gibt es mehr als genug Arbeit auf vielen grossen Baustellen.»

Verhältnis Ober-Unterwallis im Auge

Dann muss auch das Verhältnis zwischen Ober- und Unterwallis im Auge behalten werden. «Die Sensibilitäten für die Anliegen und die Besonderheiten für den jeweils anderen Kantonsteil müssten noch mehr im Auge behalten werden. Wichtig ist ein anständiger Umgangston und halt auch der Respekt vor den Anliegen der Minderheiten.» Einfach sei dies nicht, aber

Immerhin sei es im Spitalwesen um eine der grossen Reformen der letzten Jahre gegangen. «Anfänglich war ich sehr skeptisch, doch dann liess ich mich von der Richtigkeit der Reform überzeugen», meint Beat Abgottspon rückblickend. «Thomas Burgener hat das geschickt gemacht. Da haben ja die C-Fraktionen und auch unsere Staatsräte mitgezogen.»

Die Regierung ist immer noch übermächtig Der abtretende Volksvertreter beklagt eine gewisse Übermacht der Regierung, immer noch. «Sie kommen immer mit den konkreten Vorschlägen und haben dadurch Vorsprung. Wir Grossräte sind halt nur Milizparlamentarier.

«Manche sind dann bald einmal überfordert»

Da sind manche dann bald einmal überfordert», räumt Beat Abgottspon ein. Daran hat offenbar auch die Reformkommission Luyet nichts geändert, die sich nachdrücklich für Reformen in der Verwaltung ausgesprochen hatte. «Das hatte auch damit zu tun, dass gewisse Teile der Verwaltung einfach nicht mit der parlamentarischen Reformkommission zusammenarbeiten wollten. Darum hat das Parlament teils auch recht heftig reagiert und den Finger auf wunde Punkte gelegt.» Eine Verbesse-

rung brachte immerhin die Schaffung des Parlamentsdienstes unter Claude Bumann. «Der Parlamentsdienst müsste noch vermehrt gestärkt werden.»

Sieben Staatsratssitze kaum realistisch

Was sagt nun Beat Abgottspon zur Idee, die Regierung auf sieben Sitze aufzustocken? «Ganz abwegig ist das keineswegs. Die Regionen und auch die Parteien könnten besser berücksichtigt werden. Aber die Stimmung im Volk und auch einige Parteien wie die SVP und die SP stehen dieser Reform nicht positiv gegenüber.»

«Unterwalliser Staatsräte benachteiligen das Oberwallis nicht»

Unterwalliser Staatsräte würden das Oberwallis nicht benachteiligen, davon ist er überzeugt. Ob Staatsrat Rey-Bellet mit der Rhonekorrektur oder Staatsrat Roch mit den Bergschulen – eine gewisse Sensibilität für das Oberwallis sei ihnen nicht abzusprechen. Und den «Neuen» Maurice Tornay und auch Jacques Melly traut er zu, dass sie sich auch der Oberwalliser Anliegen annehmen.

Jetzt zu neuen Ufern aufbrechen

Wird Beat Abgottspon zu den Grossräten gehören, die gelegentlich noch im Rat oder wenigstens auf der Zuschauertribüne auftauchen? Oder zu jenen, die sich im Parlament nie mehr blicken lassen?

«Ich will zu neuen Ufern aufbrechen»

«Eher zu den zweiten. Ich bin der Meinung, dass dies jetzt abgeschlossen ist. Ich will zu neuen Ufern aufbrechen.» Dass mit dem Abschied aus der Politik eine gewisse Wehmut verbunden sei, räumt Beat Abgottspon durchaus ein. Welche Ufer sind denn das, die neuen? «Man wird älter. Ich bin Jahrgang 1954. Im Beruf leben wir im Energiebereich in einer sehr spannenden Zeit. Da kommt einiges auf uns zu. In der Zukunft möchte ich mich zudem mehr der Familie widmen. Mein Umfeld hat in den letzten Jahren oft verzichten müssen.»

Weiterhin dem Schiesssport frönen

«Ich will das Skifahren geniessen und weiterhin dem Schiesssport frönen. Ich bin erst vor einigen Jahren so richtig vom Virus des Schiesssports (Sturmgewehr auf 300 Meter) gepackt worden. Als Sanitärer war ich nicht gerade ein rasender Militarist.

«Was ich am Schiesssport schätze, ist die Kameradschaft»

Aber ich schätze beim Schiessen auch die Kameradschaft mit meinen Schützenkollegen. Dazu kommt: Ich liebe es, mich genau auf den Moment der Schussabgabe zu konzentrieren.» Diese Disziplin, diese Konzentrationsfähigkeit zeichnete ihn auch im Grossen Rat aus. Wenn ihn denn jemand im rhetorischen Schlagabtausch, der zu jedem Parlament gehört, so richtig kitzelte, dann stand er auf, replizierte präzise, genau auf den Punkt – und durchaus auch hart in der Sache.

Première valaisanne

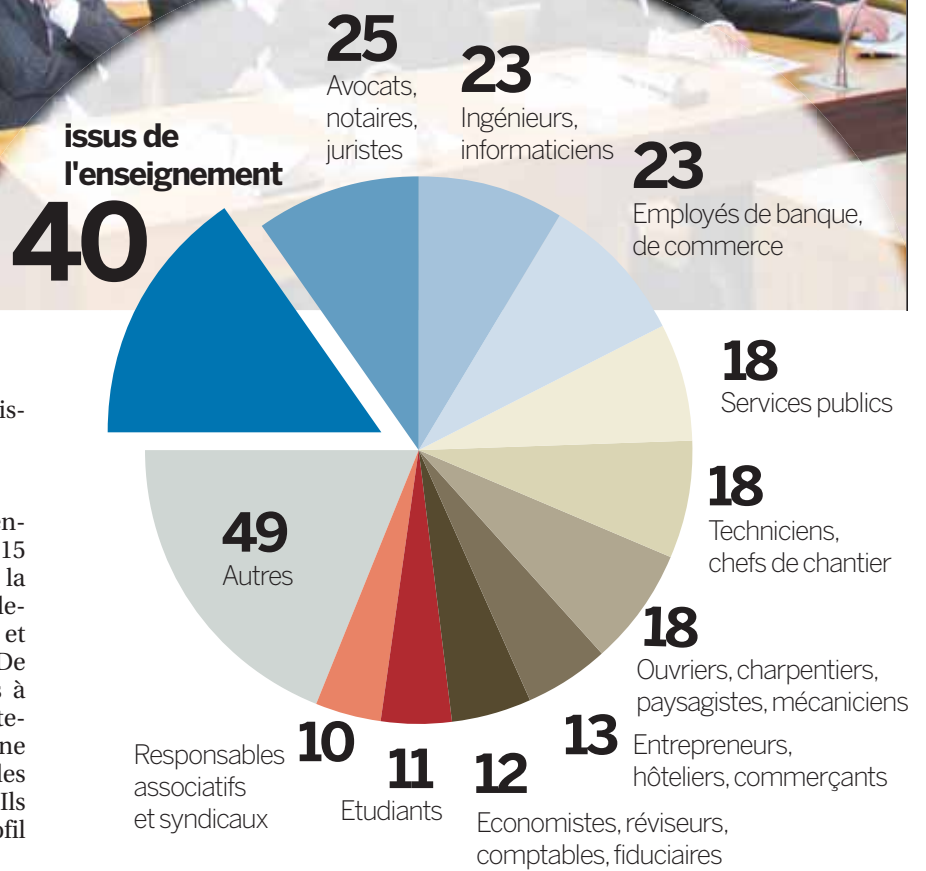
HISTORIQUE ► Pour la première fois, une conseillère d'Etat valaisanne a prêté serment, hier, devant le Grand Conseil. Esther Waeber-Kalbermatten a été ovationnée par un Parlement «tout neuf», issu des urnes du 1^{er} mars, qui a mis cette journée à profit pour s'organiser au seuil de la législature...28-29



Fraîchement assermentés, nos conseillers d'Etat ont posé pour la postérité au sortir du Grand Conseil. De gauche à droite: Jean-Michel Cina, Jacques Melly, Esther Waeber-Kalbermatten, Maurice Tornay et Claude Roch. MAMIN

Les enseignants en nombre

RÉPARTITION DES ÉLUS ► Dans les rangs du nouveau Grand Conseil, les représentants des professions pédagogiques n'ont jamais été aussi nombreux. Les femmes sont en augmentation, elles aussi.



JEAN-YVES GABBUD

Quarante. Le nouveau Grand Conseil compte quarante enseignants, professeurs et pédagogues parmi les 260 députés et suppléants. C'est, de loin, le groupe de professions le plus représenté. Il comptait déjà trente-trois élus en 2001 et trente-six en 2005. Désormais, aux côtés de ces quarante représentants du corps professoral, il y a également onze étudiants (contre quatorze en 2005) pour la législature qui verra le changement du statut des enseignants et la modification de la loi sur le cycle d'orientation.

Au deuxième rang se trouvent les juristes (25 contre 17 il y a quatre ans), devant les employés de commerce ou de banque (23) et les ingénieurs et informaticiens (23).

Moins d'indépendants

Plusieurs professions indépendantes sont en chute libre. Les directeurs et administrateurs étaient vingt-cinq en 2001, ils ne sont plus que huit dans l'actuel Grand Conseil. Les entrepreneurs, hôteliers et commerçants étaient également vingt-cinq en 2001, ils sont tombés à treize aujourd'hui. Les assureurs suivent la même pente, passant de dix élus en 2001 à quatre actuellement. Par contre, les représentants des services publics passent

de dix à dix-huit élus en une législature.

Un peu plus âgé

L'âge moyen des parlementaires valaisans s'élève à 43,15 ans, contre 42,96 ans durant la période précédente. Paradoxalement, les élus ayant 30 ans et moins sont plus nombreux. De onze en 2001, ils sont passés à vingt-cinq en 2005, puis à trente-quatre cette année. Si la moyenne d'âge augmente, c'est que les trentenaires sont en fort recul. Ils passent de 73 à 58 élus, au profil des tranches plus âgées.

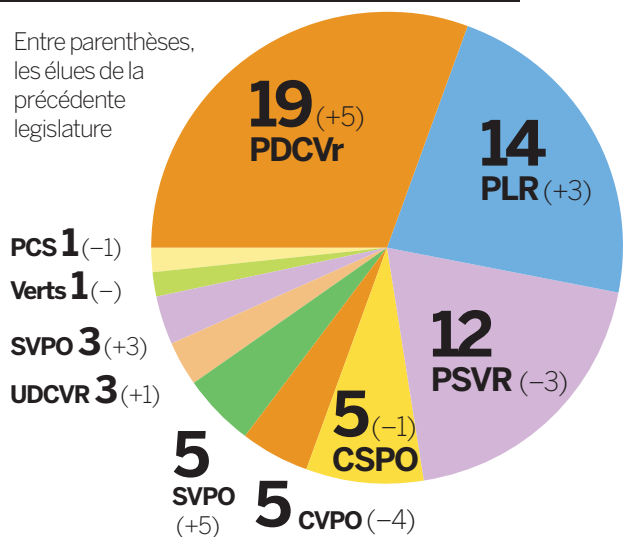
Un peu plus féminin

Le nouveau Parlement est, très légèrement, plus féminin que l'ancien. Les élues, députées et suppléantes réunies, sont passées de 58 à 62. Un peu moins d'un parlementaire sur quatre (23,8%) est une femme. Le Parti socialiste du Valais romand est le champion toutes catégories de la représentation féminine avec un taux de 46,1%, devant l'UDC du Haut avec trois élues sur dix, suivi, ex aequo à 25%, par le PDC du Valais romand, le PLR, les socialistes du Haut et les Verts.

Les noirs du Haut, avec trois femmes (contre sept lors de la législature précédente), pour trente-deux élus (9,3%), restent le bastion masculin le plus solide.

REPRÉSENTATION FÉMININE

Entre parenthèses, les élues de la précédente législature



Un serment historique

Le nouveau Conseil d'Etat a prêté serment hier.

Pour la première fois, une femme, Esther Waeber-Kalbermatten, était du nombre aux côtés de Claude Roch, Jean-Michel Cina et Maurice Torney.

MAMIN



Le Grand Conseil a un nouveau perchoir

GRAND BAILLIF ► Malgré un petit mouvement d'humeur à l'encontre du second vice-président Jean-Albert Ferrez, l'élection présidentielle s'est déroulée sans encombre. Gilbert Loretan est le premier citoyen du canton.

JEAN-YVES GABBUD

«Gilbert Loretan n'est pas un homme qui parle beaucoup», a dit au sujet du seul candidat au poste de président du Grand Conseil, la cheffe du groupe des jaunes, Graziella Walker Salzmänn. Par contre, elle a rappelé son engagement politique de celui qui est, en plus de son mandat parlementaire, président de la commune de Varen et président de la région de Loèche. Bilingue, le nouveau Grand Baillif est né en 1963. Il est marié et père d'une fille. Hier, il a été élu avec 113 voix.

Dans son premier discours en tant que Grand Baillif, Gilbert Loretan a parlé de la crise économique. «En Valais, nous avons tous les éléments pour l'affronter.» Il s'est dit confiant, malgré les sacrifices qu'il faudra mener. Pour lui, «le capitalisme spéculatif a échoué». Il a insisté sur la nécessité d'avoir des valeurs en politique et dans la vie. «Les valeurs ne sont pas des limites,



Le nouveau perchoir: Jean-François Copt, premier vice-président, Gilbert Loretan, président du Grand Conseil, et Jean-Albert Ferrez, deuxième vice-président. MAMIN

mais des moyens d'orienter son action.»

Les vice-présidents

Le député Jean-François Copt (PLR) a réussi une brillante élection au poste de premier vice-prési-

dent, en recueillant 123 voix sur les 128 bulletins délivrés.

Le député Jean-Albert Ferrez (PDC du Bas) a fait moins bien en ne décrochant que 99 voix. Il a sans doute payé le mécontentement d'une partie des

minoritaires (voir notre analyse).

Malgré tout, le Bagnard n'en a pas moins été satisfait de rejoindre le perchoir, trente-trois ans après son oncle Willy Ferrez, présent hier à la tribune du public.

ANALYSE

Les besoins du PDC

PAR JEAN-YVES GABBUD

Pour détenir la majorité au Bureau du Grand Conseil, la famille C doit avoir deux de ses représentants à la présidence.

Le Bureau, qui joue un rôle capital dans la gestion du Parlement, est composé des huit chefs de groupe, ainsi que du président et des deux vice-présidents du Grand Conseil. Or, il y a quatre groupes C (les noirs et les jaunes du Haut, ainsi que les groupes PDC du Centre et du Bas) et donc quatre groupes minoritaires (PLR, AdG, UDC du Bas et UDC du Haut). Avec un seul représentant à la présidence, les groupes C seraient systématiquement minorisés.

Pour une famille qui détient encore la majorité absolue au Parlement, ce n'est pas imaginable. Il a donc fallu trouver un système pour satisfaire ce besoin majoritaire. Ce système a pris la forme d'un tournus. Il a été accepté par les minoritaires qui se sont dit, comme l'a souligné Jean-François Copt, «qu'un tien vaut mieux que deux tu l'auras». La gauche se satisfera donc d'une place au perchoir durant cette législature. Satisfaite, faute de pouvoir obtenir plus. L'UDC quant à elle devra encore attendre. Ces deux éléments expliquent sans doute les seize bulletins blancs et les quatorze nuls obtenus par le deuxième vice-président, le démocrate-chrétien Jean-Albert Ferrez.

COMMISSION DE GESTION

Le coup d'épée dans l'eau de la gauche

PASCAL GUEX

Le coup de force de German Eyer a raté! Hier, le PS/Alliance de gauche (ADG) n'est pas parvenu à faire barrage à Louis Ursprung dans la course à la présidence de la Commission de gestion (COGEST). L'ancien député démocrate-chrétien - élu cette année sur la liste du SVPO, ou de l'UDC du Haut si vous préférez - a en effet été porté à la présidence de la COGEST avec 65 voix contre 36 à son rival rose, au terme d'un scrutin qui a vu 21 députés voter blanc et 8 bulletins nuls. Ce qui reflète le malaise généré par ce face-à-face plutôt inattendu.

Contre toute attente

Rien ne laissait présager en effet que la désignation du président de la COGEST allait autant pimenter cette session

constitutive. Le 13 mars dernier, les chefs des différents groupes politiques s'étaient ainsi assis autour d'une même table pour s'entendre sur la composition des trois commissions de haute surveillance (COGEST, COFI ET COJU). Et à ce moment-là, l'alliance de gauche ne s'était pas du tout opposée à la candidature unique de Louis Ursprung.

Changement de décor et de ton hier puisque Jean-Henri Dumont et ses amis ont choisi de présenter, eux aussi, un candidat en la personne du très controversé German Eyer. Le président du PS s'est certes défendu de vouloir rompre la

belle harmonie qui avait permis aux principales forces du canton de s'entendre sur le tournus à observer pour désigner les quatre prochains grands baillifs. Cependant, la gauche valaisanne a estimé qu'aucune justification valable ne permettait à l'UDC haut-valaisanne de revendiquer un tel strapontin. Plaidoyer qui s'est avéré vain puisqu'au final

une majorité de députés a choisi de soutenir le ticket Louis Ursprung, même si certains députés noirs notamment n'ont toujours pas digéré son transfert sous les couleurs de l'UDC.

Reste que ce verdict entérine le deuxième revers cinglant pour German Eyer. Il y a douze mois, le secrétaire syndical de Naters avait en effet déjà échoué dans sa tentative de faire main basse sur la 2e vice-présidence du Grand Conseil, largement battu qu'il avait été par le radical Jean-François Copt.

Un radical de moins!

L'élection du vice-président de la Commission de gestion n'a pas donné lieu à d'autres passes d'armes. Seul candidat en lice, Laurent Léger (PDC du Bas) a en effet été élu tacitement et par acclamation. Tout au plus cette nomination a-t-elle permis au chef de groupe d.c. du Bas, Nicolas Voide de répercuter l'incompréhension ressentie par une majorité de députés. A l'heure de présenter son «champion» Laurent Léger, Nicolas Voide, a en effet regretté le manque de cohérence de certains membres de l'ADG, tout en espérant que cet épisode malheureux ne soit qu'isolé et ne vienne pas remettre en cause le tournus décidé entre groupes, notamment pour l'accession au perchoir du Parlement.

De même, la désignation des 13 membres de cette COGEST a passé comme une lettre à la poste. Cette répartition proportionnelle a coûté un siège au groupe radical-libéral qui passe de trois à deux représentants. Lequel siège revient au PDC du Bas qui double ainsi sa présence au sein de la COGEST désormais composée comme suit:

- Trois élus du PDC du Centre:** Denis Bertrand, Freddy Philipoz et Pascal Rey.
- Deux démocrates-chrétiens du Bas:** le vice-président Laurent Léger et Daniel Emonet.
- Deux démocrates-chrétiens du Haut:** Erno Grand et Claude-Alain Schmidhalter.
- Deux radicaux-libéraux:** Narcisse Crettenand et Laetitia Massy.
- Deux élus de l'Alliance de gauche:** Jean-Henri Dumont et German Eyer.
- Un chrétien-social du Haut:** Stefan Andenmaten.
- Un élu de l'UDC du Haut:** le président Louis Ursprung.



Louis Ursprung. mamin

German Eyer. mamin

Constitution des commissions permanentes

COMMISSION DE JUSTICE

De l'inédit à la tête



MAMIN

C'est une double première que le Grand Conseil valaisan a entérinée hier. En portant **Anne-Marie Sauthier-Luyet** à la tête de la Commission de justice, le Parlement a en effet élu pour la

première fois un non-juriste à la présidence de cette commission de haute surveillance. C'est aussi la toute première fois qu'un tel honneur échoit à une femme. Et pour seconder Mme Sauthier dans la conduite de la COJU, le Législatif cantonal a désigné un authentique professionnel du barreau, en la personne de l'avocat et démocrate-chrétien du Haut, Philipp Matthias Bregy. Ces deux candidatures n'ayant pas été contestées, c'est donc par un vote tacite et par acclamation que cette double élection s'est jouée.

Pour le reste, la désignation des 13 membres de la COJU – sur la base de la répartition proportionnelle – n'a pas entraîné de grands bouleversements. Seule l'Alliance de gauche passe de deux à trois représentants, au détriment des chrétiens-sociaux du Haut qui ne comptent désormais plus qu'un élu au sein de cette COJU composée de trois radicaux libéraux (la présidente Anne-Marie Sauthier, Willy Giroud et Jean-Claude Vocat), trois élus de l'Alliance de gauche (Marie-Madeleine Bonvin, Michelle Grandjean Böhm (ADG), Sonia Z'graggen (ADG)); deux élus du PDC du Bas (Jean-Daniel Bruchez et Patricia Casays); deux démocrates-chrétiens du Centre (Alain de Preux et Michel Rothen), un d.c. du Haut (le vice-président Philipp Matthias Bregy); un élu de l'UDC (Edmond Perruchoud) et le chrétien-social du Haut-Valais Philipp Schnyder. PG

COMMISSION DES FINANCES

Un président d.c.



MAMIN

C'est un prêté pour un rendu! Avant de laisser filer la présidence de la Commission de justice du côté du groupe radical-libéral – Anne-Marie Sauthier-Luyet ayant succédé à Charles-André Bagnoud – le PDC du Centre avait auparavant récupéré la présidence de la Commission des finances occupée jusqu'ici par un radical. C'est l'ancien vice-président de la COFI **David Théoduloz** qui a en effet été plébiscité pour s'asseoir dans le siège occupé jusqu'ici par Philippe de Preux. Grande nouveauté par contre en ce qui concerne la vice-présidence de cette COFI qui revient à un élu de l'Alliance de gauche, en l'occurrence le président de la Fédération suisse des vignerons, Georges Emery. Là encore, ces deux nominations ont été le fruit d'accords entre groupes politiques. Nullement contestée, cette double élection s'est donc effectuée tacitement et par acclamation.

Quant à la désignation des 13 membres de la COFI, elle a valu aux chrétiens-sociaux du Haut de placer un député supplémentaire, au détriment du PDC du Bas-Valais, qui passe de deux à un représentant. Désormais, la COFI se compose donc de trois radicaux-libéraux (Jérôme Favez, Jean-Pierre Penon et Christophe Perruchoud), deux d.c. du Centre (le président David Théoduloz et Daniel Porcellana), deux élus de l'Alliance de gauche (le vice-président Georges Emery et Marylène Volpi Fournier); deux noirs du Haut-Valais (Verena Sarbach-Bodenmüller et Markus Truffer), deux chrétiens-sociaux du Haut (Edgar Gottet et Alex Schwestermann), une démocrate-chrétienne du Bas (Marianne Maret) et un membre de l'UDC (Alexandre Caillet). PG

ÉLECTIONS

L'Entremont à l'honneur

Le district d'Entremont n'a droit qu'à six députés (4 PDC et 2 PLR). Ces deux prochaines années, un tiers de ses élus siégera au perchoir, puisque l'Orsiérin Jean-François Copt et le Bagnard Jean-Albert Ferrez sont respectivement premier et second vice-président. Ils seront physiquement placés juste derrière un autre Orsiérin, le conseiller d'Etat Maurice Tornay. JYG

GOVERNEMENT ASSERMENTÉ

Orsières en force...

Les badauds présents hier en début d'après-midi au Grand-Pont n'en ont pas cru leurs yeux lorsqu'ils ont vu le car officiel du FC Sion faire halte devant le bâtiment du Grand Conseil. Ce ne sont pourtant pas les footballeurs salariés du président Christian Constantin qui sont descendus de ce palace roulant, mais bien une cinquantaine de «civils» qui ont débarqué là, le sourire aux lèvres et la larme à l'œil. Il s'agissait en fait de la famille, des proches et des représentants des autorités de la commune du nouveau conseiller d'Etat Maurice Tornay, venus tout exprès d'Orsières à bord d'un car affrété par la compagnie TMR pour partager cet instant privilégié avec leur «champion». C'est dire si les Orsiérins étaient largement majoritaires hier à la tribune du Parlement pour applaudir à l'assermentation des membres du nouveau Conseil d'Etat. Tout comme ils étaient les mieux représentés lors de l'apéritif officiel servi au terme de cette session constitutive parfaitement réussie. PG

LE SERMENT DES DÉPUTÉS

«Je le jure»

Lors de la session constitutive du Grand Conseil, les parlementaires, députés et suppléants, sont appelés nommément pour l'assermentation. Chacun doit promettre ou jurer de respecter le serment qui lui est lu. Le deuxième verbe ayant une connotation religieuse, traditionnellement, démocrates-chrétiens et démocrates du centre jurent, alors que les libéraux-radicaux et les élus de gauche promettent. Mais cette règle souffre de plus en plus d'exceptions.

Parmi les députés de l'Alliance de gauche, les députés chrétiens-sociaux Michelle Grandjean Böhm et Raymond Borgeat ont juré, alors que les socialistes ont promis. Pas de politique univoque par contre pour les Verts, puisque Camille Carron a juré et que Marylène Volpi Fournier a promis.

Dans les rangs libéraux-radicaux, la promesse reste largement majoritaire, même si le nouveau premier vice-président du Grand Conseil Jean-François Copt jure, tout comme Anne-Marie Sauthier, Aldo Resenterra ou Alexis Turin, notamment.

Uniformité dans les travées UDC où tout le monde a juré. Les démocrates-chrétiens l'ont fait à la grande majorité, même si Patricia Casays et Carole Darbellay Ghalmi ont émis une promesse. JYG

DÉPUTÉS ET SUPPLÉANTS

Beaucoup démissionneront

Parmi les 260 députés et suppléants qui ont été assermentés hier, nombreux seront ceux qui ne termineront pas la législature. S'il faut avoir une raison valable pour quitter un poste de conseiller communal, il n'en faut aucune pour laisser vacant celui de député. Chaque période voit donc de nombreux élus quitter le Parlement.

Ils étaient 30 durant la législature 1997-2001, 18 durant la période 2001-2005 et 25 lors de la dernière période. Les raisons des départs sont multiples, comme des raisons professionnelles, puisque certains emplois, notamment à l'Etat, sont incompatibles avec un mandat parlementaire. D'autres sont élus à d'autres fonctions. Ainsi, parmi les partants figurent quelques grands noms de la politique cantonale. A la fin des années 1990, il y a eu Thomas Burgener, Stéphane Rossini, Jean-Michel Cina et Maurice Chevrier qui ont démissionné. Alors qu'Oskar Freysinger a abandonné le Parlement en 2003. JYG

Die «Neuen» sind in der Pflicht

Im Walliser Kantonsparlament ist gestern die neue Legislaturperiode eröffnet worden



Ein Moment für die Geschichte. Die erste Walliser Staatsrätin, Esther Waeber-Kalbermatten, spricht den Eid auf die Kantonsverfassung.

Fotos wb

S i t t e n. – Der Walliser Grosse Rat hat sich gestern Montag zur konstituierenden Sitzung versammelt. Neben der Vereidigung der Abgeordneten und deren Ersatzleute standen die Wahlen in das Präsidium des Grossen Rates im Vordergrund.

Gilbert Loretan von der CSP Oberwallis ist mit 113 Stimmen zum neuen Landeshauptmann gewählt worden. Der Varner Gemeindepräsident und Präsident der Region Oberwallis hat damit ein ausgezeichnetes Ergebnis erzielt. 1. Vizepräsident des Rates mit exzellenten 123 Stimmen ist der freisinnig-liberale Jean-François Copt. Als 2. Vizepräsident amtiert (gewählt mit 99 Stimmen) Jean-Albert Ferrez von der CVP Unterwallis. Er dürfte damit turnusgemäss in zwei Jahren das Ratspräsidium übernehmen.



Für Töchterchen Celine ist der neu gewählte Grossratspräsident Gilbert Loretan der Grösste.

Am Nachmittag bestellte der Grosse Rat noch die ständigen Kommissionen. Die Finanzkommission wird von David Théoduloz präsiert, die Geschäftsprüfungskommission von Louis Ursprung, der sich hier in einer Kampfwahl gegen German Eyer durchsetzte. Die Justizkommission schliesslich wird von Anne-Marie Sauthier-Luyet geführt werden, ihr Stellvertreter wird Philipp Matthias Bregy.

Am Schluss der konstituierenden Sitzung sind die Mitglieder der Walliser Regierung vereidigt worden. Darunter befindet sich mit Esther Waeber-Kalbermatten (SP) aus Brig-Glis erstmals in der Geschichte des Kantons eine Frau. Die scheidenden Staatsräte Thomas Burgener, Jean-René Fournier und Jean-Jacques Rey-Bellet wurden mit einer stehenden Ovation verabschiedet.

Parlament und Staatsrat vereidigt

Der Walliser Grosse Rat versammelte sich gestern zur konstituierenden Sitzung und bestellte seine Organe

Aus dem Walliser Grossen Rat

Sitten. – Der Walliser Grosse Rat hat sich gestern zur konstituierenden Sitzung versammelt. Die 130 Abgeordneten, ihre Ersatzleute und die neuen Mitglieder der Walliser Regierung wurden vereidigt. Der Grosse Rat wählte Gilbert Loretan von der CSPO mit einem ausgezeichneten Ergebnis zum Präsidenten.

Traditionsgemäss eröffnet der amtsälteste Grossrat die Sitzung mit einer kurzen Grussadresse. Es ist **Felix Ruppen** von der CVP Oberwallis. Die Grossrätinnen und Grossräte sowie ihre Ersatzleute, die Suppleantinnen und Suppleanten, scharen sich anschliessend vor dem Parlamentsgebäude um die Bezirksfähnen. Dann marschieren sie geschlossen zur Kathedrale zu einem feierlichen Gottesdienst. Der Zug wird von der Ehrengarde der Walliser Kantonspolizei und von der noch amtierenden alten Walliser Regierung angeführt.

An die Stärken des Wallis erinnert

Später beginnt die konstituierende Sitzung. **Alterspräsident Felix Ruppen** gratuliert zuerst einmal den Gewählten. Er hat nicht schlecht gestaunt, dass er mit nur neun Jahren im Parlament bereits der Amtsälteste sein soll. Das lässt seiner Meinung nach darauf schliessen, dass der Grosse Rat jung und dynamisch ist. In diesen neun Jahren hat Felix Ruppen festgestellt, dass es im Kanton unterschiedliche Mentalitäten gibt; die Geister scheiden sich sozusagen entlang der Sprachgrenze. Diese Verschiedenheit stellt aber eine Bereicherung für das Wallis dar. Doch erfordert dieser Umstand Lösungen, die dem ganzen Kanton gerecht werden. Im Parlament braucht es mehr Disziplin und Anstand. Dann lobt der Alterspräsident die Stärken und die Kraft des Landes am Rotten: seine Landschaft, seine Jugend, seine Begeisterungsfähigkeit, seine landwirtschaftlichen Produkte.

Problemlose Validierung der Wahlen

Die Validierung der Grossrats-



Der Grosse Rat während der konstituierenden Sitzung gestern in Sitten.

Fotos wb



Eine ausgezeichnete Wahl erzielt: Grossratspräsident Gilbert Loretan von der CSPO.

wahlen und der Staatsratswahlen wirft keine besonderen Fragen auf. Die Wahlen in den Rat und in die Regierung vor einigen Wochen sind problemlos über die Bühne gegangen. Die Gemeindevorstellungen mit ihren

Wahlbüros haben sehr gut gearbeitet. Die Zusammensetzung der acht Fraktionen gestaltete sich problemlos. Es gibt keine Unvereinbarkeitsfälle. Dann werden die Damen und Herren unter Namensaufruf aufgefordert, den Amtseid oder das Amtsgelöbnis abzulegen.

Ausgezeichnete Wahl von Gilbert Loretan

Der Rat schreitet zur Wahl des Präsidenten des Grossen Rates, des Landeshauptmanns. Die CSPO-Fraktion schlägt **Gilbert Loretan** vor. Er hat Jahrgang 1963, ist Treuhänder von Beruf, verheiratet und Vater einer Tochter. Er hat als Gemeindepräsident von Varen, aber auch als Präsident der Region Leuk und der neu geschaffenen Region Oberwallis wichtige politische Erfahrungen gesammelt. Seit 2001 sitzt er im Grossen Rat. Dort leitete er bis zur Wahl zum 2. Vizepräsidenten vor zwei Jahren die CSPO-Fraktion. Laut **Graziella Walker Salzmann**, der neuen Frakti-

onschefin der CSPO, ist der Anwärter auf den Posten des Landeshauptmanns befähigt, eine Brückenfunktion zwischen den beiden Kantonsteilen wahrzunehmen. Der Rat bereitet ihm eine ausgezeichnete Wahl: Er erzielt 113 Stimmen (129 ausgeteilte Stimmzettel, 127 eingegangen, 5 leer, 9 ungültig, 113 gültig).

Nachhaltiges, wertorientiertes Handeln

Der ehrenvoll Gewählte bedankt sich ususgemäss bei seiner Familie, bei seiner Partei, beim Grossen Rat für die ausgezeichnete Wahl. Er geht auf die schwierigen Zeiten ein. Viele Menschen fürchten um ihre Arbeitsplätze, um die Unternehmen. Aber das Wallis ist nicht schlecht gerüstet. Die Behörden haben den Ernst der Lage erkannt. Sie geben Gegensteuer. Der neue Landeshauptmann ist zuversichtlich, dass gerade das Wallis gestärkt aus der Krise hervorgeht. Die Krise nährt überdies die Einsicht, dass nur

nachhaltiges und wertorientiertes Handeln zählt. Das Leitmotiv seines Präsidentschaftsjahres lautet «Valais – Wallis».

Wahl des 1. und des 2. Vizepräsidenten

Unter der Leitung von Landeshauptmann **Gilbert Loretan** finden die Wahlgeschäfte ihre Fortsetzung. Als 1. Vizepräsident wird **Grossrat Jean-Fran-**

çois Copt (Orsières) in Vorschlag gebracht. Er vertritt den Bezirk Entremont und hat soeben seine 3. Legislaturperiode in Angriff genommen. Er wird mit exzellenten 123 Stimmen gewählt (128 eingegangen, 5 leer, 0 ungültig, gültig 123). Er bedankt sich für das exzellente Ergebnis – unter anderem auch auf Deutsch. Für die Wahl des 2. Vizepräsidenten wird **Jean-Albert Ferrez** (Verbier) von der CVP Unterwallis in Vorschlag gebracht. Der Ingenieur ETH und Doktor der Mathematik sass bereits in verschiedenen Kommissionen des Parlaments. So präsierte er die 2. Kommission, die das Tourismusgesetz vorbereitete. Auf ihn entfallen 99 Stimmen (126 eingegangen, 16 leer, 14 ungültig, 99 gültig).

Vereidigung

der neuen Regierung

Nachdem die ständigen Kommissionen des Grossen Rates bestellt sind (siehe Kasten), nimmt der Walliser Grosse Rat die Vereidigung der Mitglieder des Staatsrats vor. Darunter befindet sich zum ersten Male mit **Esther Waeber-Kalbermatten** eine Frau. Neben Familienmitgliedern der neu gewählten Staatsräte hat sich auch eine Delegation von Oberwalliser Frauen auf der Zuschauertribüne des Grossen Rates eingefunden. Sie freuen sich. Das Wallis schliesst damit zu den anderen Kantonen der Schweiz auf, die alle bereits weibliche Vertreterinnen in ihren Regierungen haben oder hatten. Im Rat und auf der Zuschauertribüne herrscht eitel Freude; der Applaus ist ungewöhnlich herzlich und lang anhaltend. Der Beifall für die abtretenden Staatsräte mündet in eine stehende Ovation aus. Die Republik ist endgültig festlich gestimmt. **lth**

Kommissionen bestellt

Zuständig für die Finanzen, die Geschäftsprüfung und die Justiz

Sitten. – Der Grosse Rat bestellte die **Finanzkommission, die Geschäftsprüfungskommission und die Justizkommission. Es sind dies die ständigen Kommissionen, die mit der Oberaufsicht der Regierung und der Justiz durch das Parlament betraut sind.**

Wahlen in die Finanzkommission

Der **Finanzkommission** gehören an: Alexandre Caillet (SVP), Emery Georges (SPO/SP Linksallianz), Edgar Gattet (CSPO), Marianne Maret (CVP Unterwallis), Jean-Pierre Penon (freisinnig-liberal), Christophe Peruchoud (freisinnig-liberal), Daniel Parcellana (CVP Mittelwallis), Verena Sarbach Bodenmüller (CVP Oberwallis), Alex Schwesternmann (CSP Oberwallis), David Théoduloz (CVP Mittelwallis), Markus Truffer (CVP Oberwallis) und Marylène Volpi Fournier (SPO/SP Linksallianz). Präsident ist David Théoduloz, Vizepräsident Georges Emery.

Kampfwahl um das GPK-Präsidium

Mitglieder der **Geschäftsprüfungskommission** sind Stefan Andenmatten (CSP Oberwallis), Narcisse Crettenand (freisinnig-liberal), Denis Bertrand (CVP Mittelwallis), Jean-Henri Dumont (SPO/SP Linksallianz), Daniel Emonet (CVP Unterwal-

lis), German Eyer (SPO/SP Linksallianz), Erno Grand (CVP Oberwallis), Laurent Léger (CVP Mittelwallis), Laetitia Massy (freisinnig-liberal), Freddy Philippoz (CVP Mittelwallis), Pascal Rey (CVP Mittelwallis), Claude-Alain Schmidhalter (CVP Oberwallis) und Louis Ursprung (SVP) an. Um das Präsidium der Geschäftsprüfungskommission gibt es eine Kampfwahl, die Louis Ursprung mit 65 von 101 gültigen Stimmen für sich entscheidet. Auf German Eyer entfallen 36 Stimmen.

Wahlen in die Justizkommission

Der **Justizkommission** gehören die Oberwalliser Philipp Matthias Bregy (CVP Oberwallis) und Philipp Schnyder (CSP Oberwallis) an. Präsiert wird die Justizkommission von Anne-Marie Sauthier-Luyet (freisinnig-liberal), Vizepräsident ist Philipp Matthias Bregy. Weitere Mitglieder sind Marie-Madeleine Bonvin (SPO/SP Linksallianz), Jean-Daniel Bruchez (CVP Unterwallis), Patricia Casays (CVP Unterwallis), Alain de Preux (CVP Mittelwallis), Willy Giroud (freisinnig-liberal), Michelle Grandjean Böhm (SPO/SP Linksallianz), Edmond Perruchoud (SVP), Michel Roten (CVP Mittelwallis), Anne-Marie Sauthier-Luyet (freisinnig-liberal), Jean-Claude Vocat (freisinnig-liberal) und Sonja Z'graggen (SPO/SP Linksallianz). **lth**

Parlaments-Splitter

Unter den Zaungästen der konstituierenden Sitzung im Parlament befand sich auch alt Ständerat Daniel Lauber. Seine Anwesenheit hatte nicht unbedingt politische, sondern eher familiäre Gründe: Sein Sohn ist als Ersatzmann des Bezirks Visp im Grossen Rat vereidigt worden. Genau so hat auch seine politische Karriere in den frühen Sechzigerjahren begonnen.

Neben feierlichem Dunkelgrau und Schwarz gibt es auch einzelne Farbtupfer. Meist stammen diese bunten Kleckse (standesgemäss in Gelb wie die CSPO-Fraktionschefin Graziella Walker Salzmann zum Beispiel) von Damen. Aber auch der CSPO-Mann Diego Wellig wirkte eigenwillig: Er wohnte der Eröffnungssitzung des Parla-

mentes in der Bergführerkluft bei.

Die Arbeit im Parlament erinnert ja manchmal an eine Bergtour: Da gibt es steile Aufstiege, loses Gestein, harsche Winde, heikle Passagen – und dann und wann zur Belohnung ungetrübte Gipfel freuden – wenn man denn hartnäckig genug ist und über die nötige Grundkonfition verfügt.

Alterspräsident Felix Ruppen war laut eigenem Bekunden überrascht, dass er mit seinen «nur» gerade neun Amtsjahren bereits der Amtsälteste im Walliser Parlament sein sollte. Das spreche für einen stark erneuerten, einen jungen und dynamischen Rat, meinte der. Ob diese Vorschusslorbeeren berechtigt sind, wird sich in den nächsten vier Jahren weisen. Alter schütze

vor Torheit nicht, besagt eine alte Weisheit. Jugend allein aber auch nicht...

Mit einem ausgezeichneten Ergebnis ist Gilbert Loretan zum 1. Grossratspräsidenten der neuen Legislaturperiode gewählt worden. Herzlichen Glückwunsch! Zum 1. Vizepräsidenten wird Jean-François Copt von der freisinnig-liberalen Fraktion gewählt, zum 2. Vizepräsidenten Pierre-Albert Ferrez von der CVP Unterwallis. Der Vater von Pierre-Albert Ferrez hat den Rat vor 33 Jahren geleitet.

Die Vereidigung von Esther Waeber Kalbermatten hat historische Bedeutung. Doch die Frauen haben gestern noch eine weitere Bastion erobert: Mit Anne-Marie Sauthier-Luyet präsiert erstmals eine Frau die Justizkommission – und zum ersten Mal eine Nicht-Juristin. Die Präsidentin ist Er-wachsenenbildnerin. **lth**

Die gar nicht mehr so morgenfaule Sonne taucht Berggipfel und sonnenseitige Talflanken in goldenes Licht. Unten im Tal spriesst zaghaft erstes Grün, Bäume schlagen aus. Einzelne Büsche blühen und zaubern Farbtupfer ins Braun der Märzlandschaft. Die Reben sind geschnitten und warten auf wärmere Tage, um dann ungestüm und kräftig auszutreiben. Guten Morgen, Frühlingsland!

In einer futuristischen, roten Blumenvase prangen weisse Rosen und Astenartige, dazwischen die eine oder andere Orchidee. Dominierend aber sind – weisse Hühnerfedern. Hoffentlich nicht lebendig gerupft, wegen dem Tier-schutz und so. Die «Hän-nufädre» sind wohl als Boten des Frühlings gedacht. Das Ganze ist – etwas gewöhnungsbedürftig, um das einmal so zurückhaltend und dienstaltersmilde auszudrücken.

Ein herzhaftes Glückauf

Mit der konstituierenden Sitzung des Kantonsparlaments begann gestern die Legislaturperiode 2009 – 2012. Die neue Zusammensetzung des 130-köpfigen Grossen Rates sowie der fünfköpfigen Regierung bestimmte das Walliser Stimmvolk am 1. März 2009. Glückauf für Legislative und Exekutive im Interesse des ganzen Kantons.

Die bisherige Brig-Gliser Stadträtin und vormalige SP-Grossrätin Esther Waeber-Kalbermatten wird dem Walliser Staatsrat als erste Frau in der Geschichte in mancherlei Hinsicht gut anstehen.

Nicht nur aus Oberwalliser Sicht wäre zu wünschen, dass ihre Sichtweise in den bevorstehenden Diskussionen über die Departementsverteilung Gehör findet. WB-Leser wissen, dass Waeber-Kalbermatten mit dem Baudepartement liebäugelt. In den wichtigen Dossiers A9 und Rottenkorrektur ist in den kommenden Jahren prioritär im Oberwallis Handlungsbedarf.

Mit einer Departementschefin vor Ort liesse sich nicht nur in der ganzen Tiefbau-Branche, sondern auch in der ungeduligen Bevölkerung viel Goodwill schaffen. Man denke hier nur schon an die ganze interne wie externe Kommunikation, die in der Vergangenheit oft Anlass gab zu Unverständnis, ja bösem Blut.

Zumindest für die nächsten paar Wochen ergibt die Ämterkonstellation eine Leuker Machtballung. Staatsratspräsident und Grossratspräsident stammen aus diesem Bezirk. Doch das ist lediglich Zufall und wird politisch ohne Auswirkung bleiben.

*Wesentlich bedeutender ist da der Fingerzeig des neuen Parlaments bei der Bestellung der Geschäftsprüfungskommission. Der CVP-abtrünnige Louis Ursprung schaffte in einer Kampfwahl locker das Präsidium gegen SP-Mann German Eyer, der für den bisherigen GPK-Vize Robert Sarbach (aus dem Parlament gewählt) die Parteifahne hochhalten wollte. **Thomas Rieder***

Nach dem Fest die Alltagssorgen

In der kommenden Legislaturperiode warten zahlreiche wichtige Sachfragen auf Parlament und Regierung

Sitten. – Die konstituierende Sitzung des Walliser Kantonsparlamentes gehört zu den feierlichen Augenblicken im Leben des Kantons und der Republik. Doch schon zeichnet sich eine ganze Reihe von Sachfragen ab, welche die ganze Aufmerksamkeit von Regierung und Parlament erfordern.

Die Departementsverteilung stand am Montag in Sitten nicht nur im Mittelpunkt der Mutmassungen und der Gerüchte. Die neu gewählten Regierungsmitglieder haben sich zum Anlass der Vereidigung auch erneuert getroffen, um die Weichen für die Aufgabenteilung in der stark erneuerten Regierung vorzubereiten. Sicher ist einzig, dass Staatsrat Claude Roch in seiner angestammten Domäne bleibt. Alles andere ist offen. Was durchsickert: Die Energie ist offenbar eines der «Objekte der Begierde».

Die Energie für Cina oder für Tornay?

Dabei stellt sich die Frage, ob Staatsrat Cina, der schon im Verwaltungsrat in der vom Kanton kontrollierten Walliser Elektrizitätsgesellschaft sitzt, den Zuschlag erhält. Aber auch Maurice Tornay werden Ambitionen nachgesagt. Ihm könnte die Energie die eher ungeliebte Übernahme des Gesundheitswesens versüssen, das er zusammen mit den Finanzen übernehmen. Bei Cina könnten dann als Kompensation Teile des früheren «Superdepartementes» von Staatsrat Jean-René Fournier landen. Wegen offensichtlicher persönlicher Verflechtungen kommt die SP-Staatsrätin Esther Waeber-Kalbermatten für das Gesundheitswesen nicht infrage. Weil sich aber in der Gesundheitspolitik angesichts von rasant steigenden Kosten und wachsender Unzufriedenheit aller Akteure und der Ansprüche der Patienten schwere Zeiten abzeichnen, ist dieses Tätigkeitsfeld ungeliebt.

Das Tourismusgesetz als Stolperstein

Zwar hat der 2. Vizepräsident des Grossen Rates, Jean-Albert Ferrez, am Montag in seiner Antrittsrede eine Lanze für das neue Tourismusgesetz gebrochen. Aber seine Botschaft stiess im Rat nicht auf sonderlich grosses Echo. Die Linke wird die Vorlage ebenso bekämpfen wie



Nach den Feierstunden – die Sachprobleme und die schwierigen Entscheidungen: der Walliser Grosse Rat.
Foto wb

die SVP, die ja das bürgerliche Referendumskomitee dominiert. Der grösste Schwachpunkt der Vorlage liegt in der Finanzierung. Die gut 80 Mio. Franken, die man dem Walliser Tourismus zur Verfügung stellen will, müssen auch bezahlt sein. Abgesehen von den 10 Mio. Franken an Steuergeldern, die wir alle tragen, stellt sich darum die Frage: Wer muss an der Kasse vorbei und wie sieht die Schlussabrechnung aus? Wenn diese Problematik bis zum Abstimmungstermin im Herbst beantwortet werden kann, dann hat die Vorlage eine Chance. Im anderen Falle wird sie abgelehnt und die Tourismusfinanzierung muss auf eine andere Grundlage gestellt werden. Aber auf welche? Diese Antwort wird auch von den

Referendumskomitees nicht schlüssig beantwortet.

Aufgabenteilung und Finanzausgleich

In der laufenden Legislaturperiode ist überdies die neue Aufgabenteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden fällig, dazu die Neuregelung des interkommunalen Finanzausgleichs. Die Fragestellung lautet hier: Welche Pflichten, aber auch welche Rechte werden wem übertragen? Und werden die Mittel des Finanzausgleichs künftig an Kriterien gebunden, die Gemeindegemeinschaften fördern oder sogar dekretieren? Zwangsfusionen sind von einer Mehrheit im Parlament schon am Beispiel von Ausserbinn durchexerziert worden.

Dies gegen den geschlossenen und einhelligen Willen der Oberwalliser Abgeordneten aller Parteien und Fraktionen.

Die Wirtschaftslage als Sorgenkind

Die vergangene Legislaturperiode war geprägt von finanziell ausgesprochen günstigen Rahmenbedingungen. Die Verschuldung wurde nicht nur dank dem Nationalbankgold abgebaut, sondern auch wegen der Verwendung von Rechnungsüberschüssen. Die drastisch veränderten wirtschaftlichen Rahmenbedingungen werden eine neue Finanzpolitik erfordern, die Flexibilität mit finanzieller Genügsamkeit und Strenge im Ausgabengebahren unter einen Hut bringt. **Ith**

Wer leitet Fraktionen?

Nur zwei Frauen am Ruder

Ith Die Fraktionspräsidien werden von folgenden Personen wahrgenommen: Freisinnig-Liberale: André Vernay (Aldo Resenterra); SP-Linksallianz: Marcelle Monnet-Terretaz (German Eyer); CVP Mittelwallis: Pascal Gaillard (Pascal Bridy); CVP Oberwallis: Felix Ruppen (Marcel Mangisch); CVP Unterwallis: Nicolas Voide (Jérôme Buttet); CSP Oberwallis: Graziella Walker Salzmann (Diego Clausen); SVP Unterwallis: Jean-Luc Addor (Edmond Perruchoud); SVP Oberwallis: Franz Ruppen (Louis Ursprung).

Fraktionen und Berufe

Kennzahlen des Grossen Rates

Ith Die 130 Mitglieder des Walliser Grossen Rates sind in acht Fraktionen aufgeteilt. Die grösste Fraktion bilden mit 28 Mandaten die Freisinnig-Liberalen, gefolgt von der Linksallianz mit SP Oberwallis, SP, Grüne und Christlichsoziale des Unterwallis mit 22 Sitzen. Ebenfalls auf 22 Sitze kommt die CVP Mittelwallis. Je 16 Sitze zählen die CVP Unterwallis und die CVP Oberwallis. Die Christlichsozialen des Oberwallis kommen auf 14 Sitze, die SVP Unterwallis auf 7 Sitze und die SVP Oberwallis auf 5 Sitze. Der Frauenanteil liegt insgesamt bei 23,8 Prozent. Am meisten Frauen (46,1 Prozent) zählt die SP Unterwallis. Bei der CVP Oberwallis liegt der Frauenanteil mit nur 9,3 Prozent am tiefsten. Mittlerweile sind Abgeordnete aus dem Erziehungswesen die wichtigste Berufsgruppe, gefolgt von Advokaten und Notaren, von Ingenieuren, von Bank- und Handelsangestellten.